



CONSEIL D'ÉTAT

NUMÉRO 52 - AVRIL 2018

La lettre de la justice administrative

À la Une

Droit public et patrimoine - Le rôle du Conseil d'État

Dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine culturel, le Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative et le Comité d'histoire du ministère de la Culture ont organisé, en partenariat avec l'Institut des sciences sociales du politique, un colloque sur le thème : Droit public et patrimoine, les 16 et 17 mars 2018.

La conservation et la transmission du patrimoine culturel en France résultent de l'instauration progressive de dispositifs juridiques de protection, fruits d'un dialogue constant entre le juge administratif, l'administration et le législateur. Le code du patrimoine, adopté en 2004, rassemble aujourd'hui l'essentiel d'un droit qui a progressivement régi, depuis la fin du XIXe siècle, des secteurs aussi vastes et divers que les monuments historiques, les archives, les musées, l'archéologie... La contribution du Conseil d'État pour l'édification de ce droit a été essentielle : dans sa fonction juridictionnelle – un grand nombre d'arrêts traitent de la question patrimoniale – et dans son rôle de conseiller du Gouvernement – pour la préparation de projets de loi, d'ordonnance et de certains décrets.

Aujourd'hui, la valorisation du patrimoine public se poursuit sous le regard du juge, qui veille à préserver les mécanismes de protection mis en œuvre depuis le début de la IIIe République.

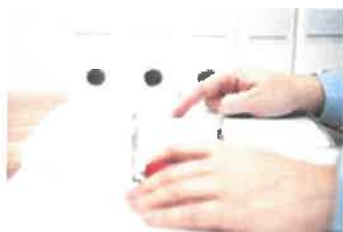
[> Pour en savoir plus sur le colloque](#)

[> Le colloque en vidéos](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Contentieux

+ Conseil d'État



+ Contrats

Le Conseil d'État définit, en l'état du droit antérieur à l'entrée en vigueur des textes transposant la directive « concession » de 2014, la notion de modification substantielle au contrat dans l'hypothèse d'une modification par avenant d'un contrat de délégation de service public. [CE, 9 mars 2018, Compagnie des parcs et passeurs du Mont-Saint-Michel, n° 409972, A >](#)

+ Plans de sauvegarde de l'emploi

Le Conseil d'État précise, par trois décisions, la notion de catégories professionnelles dans le cadre des homologations du document unilatéral fixant le contenu d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) ou de la validation d'un accord collectif portant PSE. [CE, 7 février 2018, Société AEG Solutions, n° 407718, A](#); [CE, 7 février 2018, Comité d'établissement de Bernouville de la société Altuglas International et autres, n° 403001, A](#); [CE, 7 février 2018, Société Polymont It Services et autres, n° 403989 404077, A](#) >



+ Infections nosocomiales

Le Conseil d'État précise la notion d'infection nosocomiale au sens du second alinéa de l'article L. 1142-2 du code de la santé publique. [CE, Section, 23 mars 2018, Mme X., n° 402237, A](#) >

+ Service public de la justice

Le Conseil d'État valide la création de l'inspection générale de la justice mais estime qu'elle ne peut, en l'état des garanties existantes, contrôler la Cour de cassation. [CE, Section, 23 mars 2018, Syndicat force ouvrière magistrats et autres, n° 406066 e. a., A](#) >



+ Procédure

Le Conseil d'État juge que lorsque la représentation par un avocat est obligatoire, cette obligation revêt un caractère continu, et que la révocation d'un avocat par sa partie ou sa décision de mettre fin à son mandat ne met un terme à ses obligations professionnelles que lorsqu'un autre avocat s'est constitué pour le remplacer. [CE, Section, 23 mars 2018, Société Patrice Parmentier automobiles, n° 406802, A](#) >

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel



+ Fermeture administrative d'un établissement

Le tribunal administratif de Montpellier suspend l'arrêté préfectoral de fermeture administrative de l'établissement « Palavas Camping ». [TA Montpellier, juge des référés, 13 mars 2018, n°1800687](#) >

+ Actes - Publicité

Par un arrêt du 20 mars 2018, la cour administrative d'appel de Bordeaux juge que la mise en ligne d'une décision du ministère de l'Éducation nationale arrêtant une liste d'aptitude sur le « système d'information et d'aide pour les promotions » (SIAP), accessible par le site www.education.gouv.fr, fait courir le délai de recours contentieux à l'égard de tous les personnels de l'éducation nationale. [CAA Bordeaux, 20 mars 2018, n° 16BX00203, C+](#) >



+ Fermeture d'une voie à la circulation

Le tribunal administratif de Paris annule la délibération du 26 septembre 2016 du Conseil de Paris déclarant d'intérêt général l'opération d'aménagement des berges de la rive droite de la Seine. Il annule également l'arrêté du 18 octobre 2016 de la maire de Paris créant une promenade publique sur l'emplacement de la voie Georges Pompidou. [TA Paris, 21 février 2018, M. A e. a., n° 1619463 e. a., C](#) >

+ Refus de scolarisation

Le tribunal administratif de Versailles annule les décisions par lesquelles le maire d'Athis Mons avait refusé de procéder à l'inscription scolaire d'une cinquantaine d'enfants syriens et lui enjoint de procéder à leur inscription dans un délai de 15 jours. [TA Versailles, 15 mars 2018, n° 1800315, C](#); [TA Versailles, 15 mars 2018, n° 1800317, C](#); [TA Versailles, 15 mars 2018, n° 1800333](#) >



+ Responsabilité de l'État

Le tribunal administratif de Toulouse condamne l'État français pour méconnaissance de ses obligations de protection des ours dans les Pyrénées. [TA Toulouse, 6 mars 2018, Association Pays de l'Ours -ADET et autre, n°1501887, 15023220, C+ >](#)

+ CNDA

Est fondé à se prévaloir de la qualité de réfugié un ressortissant iranien converti au christianisme, passible du crime d'apostasie dans son pays. [CNDA, 6 mars 2018, M. M., n° 17012947, C >](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Avis

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique

[Assemblée générale, avis n° 394435, séance du 29 mars 2018 >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État portant sur un projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude

[Assemblée générale, avis n° 394440, séance du 22 mars 2018 >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État portant sur un projet de loi relatif à la lutte contre la fraude.

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes contre les mineurs et les majeurs

[Section de l'intérieur, avis 394.437, séance du 15 mars 2018 >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État portant sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes commises contre les mineurs et les majeurs.

Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire

[Section des travaux publics, avis 394.425, séance du 8 mars 2018 >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État portant sur le projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire.

Projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif

[Assemblée générale, avis n°394.206, séance du 15 février 2018 >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis portant sur un projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif.

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Brèves

CYCLE DE CONFÉRENCES SUR LA CITOYENNETÉ

+ La citoyenneté européenne : réalité ou utopie ?

La cinquième conférence du cycle citoyenneté, *La citoyenneté européenne : réalité ou utopie ?*, animée par Jean-Claude Bonichot, juge à la Cour de justice de l'Union européenne, s'est tenue le mercredi 28 mars 2018, de 17h30 à 19h30, au Conseil d'État, avec la participation de Daniel Cohn-Bendit, Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman, Jean-Jacques Kasel, ancien juge à la Cour de justice de l'Union européenne, ancien représentant permanent du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Union européenne, ancien maréchal de la Cour. >



+ Droit public et patrimoine : le rôle du Conseil d'État

Intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État à l'occasion du colloque du comité d'histoire du Conseil d'État et du ministère de la Culture le 16 mars 2018. >

+ Servir l'État aujourd'hui

Intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État le 16 mars 2018 à l'École nationale d'administration, Strasbourg. >

+ Les migrations et le respect des droits fondamentaux de la personne humaine

Intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État le 15 février 2018. >

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

International



+ Visite de la Cour constitutionnelle de Lettonie en France

Du 28 février au 2 mars 2018, les sept juges qui composent la Cour constitutionnelle de Lettonie ont rencontré à Paris leurs homologues du Conseil constitutionnel, de la Cour de cassation et du Conseil d'État. Le Conseil d'État a reçu la délégation lettone, conduite par sa présidente Mme Ineta Ziemele, dans le cadre d'un séminaire juridique présidé par M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État. >

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Agenda

Conférences / Colloques

Que veut dire « citoyen du monde » ?

Sixième conférence du cycle citoyenneté, mercredi 16 mai 2018, de 17h30 à 19h30, au Conseil d'État. Henri Plagnol, président adjoint de la section du contentieux animera la conférence.

> [consulter le programme](#)

Nominations

+ Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs

+ Isabelle Carthé-Mazère, nommée présidente du tribunal administratif de Limoges depuis le 1er avril 2018.

+ Michel Hoffmann, nommé président du tribunal administratif de Rennes depuis le 11 avril 2018.

+ Olivier Nizet, assurera la présidence par intérim du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne du 11 avril 2018 au 10 mai 2018.



Directeur de publication : Jean-Marc Sauvé - Présidente du comité de rédaction : Martine de Boisdeffre - Comité de rédaction : Catherine Bergeal, Catherine Bobo, Anne-Cécile Castellani-Dembélé, Lucienne Erstein, Yves Gounin, Manon Hameau, Anne Iljic, Samantha Leblanc, Corinne Ledamoisel, Leilya Mate, Corinne Mathey, Charline Nicolas, Jocelyne Randé, Sophie Roussel, Michèle de Segonzac, François Séners, Pascal Trouilly - Secrétariat de rédaction : Laura Philidor, Nathalie Roubellat - Conseil d'État : 1, place du Palais-Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - Mél : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation : CE/dircom

Cet email a été envoyé à bernard.leiceaga@wanadoo.fr.

Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur le site internet du Conseil d'État.

Si vous souhaitez vous désinscrire, [cliquez ici](#)